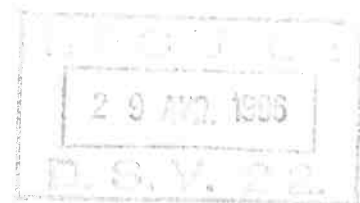


MINISTERE DE L'INTERIEUR

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT



A R R E T E
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement.

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 1989 autorisant le G.A.E.C de KERVOASDOUE demeurant à LOUARGAT au lieu-dit "Kervoasdoué" à exploiter à cette adresse, un élevage de 25 000 volailles ;
VU la demande présentée par les exploitants en vue de l'extension de cet élevage, par création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 30 000 animaux-équivalents (poulets de chair) au même lieu-dit (section ZW n° 1 et 2), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
VU les plans et documents annexés à cette demande ;
VU les résultats de l'enquête publique ;
VU la délibération du Conseil municipal de LOUARGAT en date du 25 octobre 1995 ;
VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, de l'Equipement, émis respectivement les 15 décembre 1995, 12 septembre 1995 et 7 septembre 1995 ;
VU l'arrêté préfectoral du 5 février 1996 prorogeant pour une période de trois mois le délai d'instruction de la demande susvisée ;
VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 5 février 1996 ;
VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 23 février 1996 ;
VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

- Le G.A.E.C de KERVOASDOUE demeurant à LOUARGAT au lieu-dit "Kéridré" est autorisé à exploiter au lieu-dit "Kervoasdoué" (section ZW n° 1 et 2) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 55 000 animaux-équivalents (poulets de chair) de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- élevage existant : 25 000 animaux-équivalents
(poulets de chair)

- élevage à créer : 30 000 animaux équivalents
(poulets de chair)

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Egalité Fraternité

.../...

ARTICLE 2 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 3 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 4 -

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 5 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LOUARGAT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du G.A.E.C de KERVOASDOUE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du G.A.E.C. de KERVOASDOUE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 6 -

L'arrêté préfectoral susvisé du 2 mars 1989 est abrogé.

ARTICLE 7 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de LOUARGAT,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au G.A.E.C de KERVOASDOUE pour être conservée en permanence par les exploitants et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 25 MARS 1996

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie conforme
L'Attaché Chef de bureau

Christian RAYMOND.